

## Soutenir une croissance forte et durable en Afrique



Christine Lagarde

*Sous l'impulsion du Président de la République, la politique française d'aide au développement s'est engagée dans une phase de profonde évolution. Au-delà de la croissance des volumes financiers, à laquelle nous nous sommes engagés dans les enceintes internationales, et de la priorité à l'Afrique, qui doit continuer à structurer nos actions, nous voulons en effet rendre nos appuis financiers plus en prise avec les forces économiques les mieux à même de générer une croissance soutenue et durable, c'est-à-dire les entreprises.*

*Troisième donateur au niveau mondial, derrière les Etats Unis et l'Allemagne et à égalité avec le Royaume-Uni, et premier des pays du G8 en termes d'effort d'aide publique ramené au revenu national brut, la France souhaite continuer à jouer un rôle exemplaire dans l'aide publique au développement au niveau mondial.*

*D'abord cela doit se traduire bien sûr par le maintien d'un cap ambitieux pour nos volumes d'engagement financier. En dépit des contraintes budgétaires, le gouvernement a ainsi opté pour le renforcement significatif des moyens alloués à l'aide au développement dans le cadre de la programmation tri-annuelle 2009-2011.*

*Notre appui continuera à être ciblé en priorité sur les pays dont les besoins sont les plus importants, à savoir l'Afrique subsaharienne, pour laquelle le Président de la République a décidé de doubler de 5 à 10 Mds EUR les engagements de l'Agence Française de Développement (AFD) sur la période 2008-2012. De même au niveau multilatéral, la France, 4ème contributeur au Fonds AID de la Banque Mondiale, a plaidé avec succès pour un accroissement des actions de celles-ci destinées à l'Afrique subsaharienne (60 % de ses recettes au sous-continent).*

*Au-delà de ces efforts quantitatifs, il nous faut tirer les conséquences des profondes mutations du contexte africain : l'endettement extérieur a été réduit de moitié grâce aux initiatives internationales auxquelles la France a pris toute sa part (à fin 2006 plus de 14 Mds EUR de créances ont ainsi été annulées par l'Etat), les revenus budgétaires bénéficient de la hausse des cours des produits exportés, enfin la gouvernance et la transparence, tant politique que financière, enregistrent des progrès certains.*

*A juste titre, ces améliorations ouvrent des espaces à de nouvelles sources de financement. Plus généralement, l'amélioration de la capacité d'emprunt des pays africains autorise le recours croissant au prêt et non plus aux seules subventions. Dans cette perspective, j'ai décidé en 2007 de rouvrir l'activité de prêt souverain dans les pays dits moins avancés, lorsque les conditions le permettent et il est primordial en cette période difficile que les bailleurs maintiennent le cap de leurs engagements financiers afin de soulager l'impact de la crise sur les pays africains.*

*Il est vrai cependant qu'à eux seuls, les prêts souverains comme les subventions risquent de se révéler insuffisants face aux enjeux. C'est pourquoi le Président de la République vient de lancer une initiative majeure, qui place le secteur privé au cœur de notre politique d'aide à l'Afrique subsaharienne et qui mobilisera 2,5 Mds EUR de financements au bénéfice des PME africaines. Dans ce cadre, les fonds, mis en œuvre par l'AFD, transiteront par des prêts non souverains «classiques», par du capital risque (fonds d'investissement Kora) et des garanties d'emprunt bancaire (fonds de garantie Ariz 2). Au total, il s'agit bien d'un nouveau type de partenariat.*

*Ces orientations ne nous font bien sûr pas oublier les fragilités persistantes de certains pays dits «en sortie de crise». Enfin ce bref panorama des actions récemment menées par la France ne serait pas tout à fait complet si je ne mentionnais le rôle des entreprises françaises qui figurent parmi les principaux investisseurs, employeurs et contribuables d'Afrique.*

**Christine Lagarde**

Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi